

à propos



Le magazine du
KOFF pour la
promotion
de la paix

Quel avenir pour le Mali ?

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Processus de paix au Mali: que faire ?

2

dossier

Impressions d'une organisation malienne

Du consensus à l'action : les Maliens s'engagent

Informers pour comprendre, dialoguer pour s'entendre

Des méthodes de médiation traditionnelles pour résoudre les conflits

Réforme du secteur de la sécurité et processus de paix

Comblers le fossé entre les élus locaux et les citoyens

Le rôle des autorités religieuses et traditionnelles

Élaboration d'une stratégie de coopération conjointe pour le Mali

3

pour aller plus loin

Quels sont les défis majeurs ? L'avis de la population malienne

Processus de paix : quel rôle jouent les acteurs locaux ?

Relations hommes-femmes et perspectives de paix au Mali

4

actualité

swisspeace / KOFF

Organisations membres

Organisations internationales partenaires

5

calendrier

Événements

editorial

La mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé il y a un peu plus d'un an à Alger, vient enfin d'être relancée. En effet, en juin dernier, les parties signataires se sont rencontrées à Bamako pour s'accorder sur les modalités pratiques de la mise en place des autorités intérimaires au nord du Mali. Cette entente constitue une avancée significative dans la mise en œuvre de l'accord bloquée depuis des mois et permettra, espérons-le, d'éviter que l'enlèvement dans lequel se trouve le pays ne s'aggrave. Depuis quelques mois en effet, la désillusion se faisait de plus en plus grande et la violence, notamment dans le nord du pays, de plus en plus présente.

Malgré cette nouvelle, le chemin vers la paix est encore très long et les défis sont de taille. Au-delà des velléités indépendantistes et du clivage Nord/Sud, ce sont les causes profondes à l'origine du conflit de 2012/2013 qui doivent être analysées et traitées afin d'instaurer une paix durable et inclusive. Ce numéro vous présente les initiatives menées sur le terrain par les ONG suisses et leurs partenaires locaux pour tenter de lever les obstacles à la paix. L'occasion de souligner le rôle clé des sociétés civiles maliennes et suisses dans la mise en œuvre de l'accord, les défis qui se présentent à elles ainsi que les stratégies qu'elles pourraient adopter pour mettre en place des solutions locales et faire avancer le processus de paix.

Marie Seidel, rédactrice

Processus de paix au Mali: que faire ?



Rue de l'indépendance à Ségou (2008, Mali). Creative Commons/ Hughes

La mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali signé en juin 2015 représente encore un défi. De nombreux détails restent à régler, et le processus de paix ne progresse que lentement sur le plan politique. Dans le même temps, les violences commises par des groupes extrémistes se multiplient, de même que les conflits inter- et intracommunautaires. Si une certaine patience stratégique s'impose, associée à une pression politique internationale, il est aussi nécessaire au niveau local de développer des approches capables de donner un nouvel élan au processus de paix. C'est précisément là que la société civile a un rôle important à jouer.

Alors que la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali se fait encore hésitante, d'autres conflits qui ne sont pas visés par cet accord, mais y sont indirectement liés, gagnent actuellement en importance. On peut citer à titre d'exemple le conflit idéologique-économique entre les acteurs séculaires et extrémistes. Les extrémistes instrumentalisent des motifs religieux afin d'assurer leurs intérêts économiques (comme le trafic de drogue), et leurs attaques pèsent de plus en plus sur la sécurité locale. De plus, ils exercent une forte pression sur les groupes séculaires du nord, qui ont signé l'accord. Autre exemple : les conflits inter- et intracommunautaires, qui avaient été partiellement réglés en octobre 2015 dans le nord du pays grâce à des accords locaux de réconciliation, mais qui ressurgissent sans cesse. Ces conflits, qui existent dans le nord, mais aussi dans le centre (par exemple à Mopti, où Peuls et Bambara s'affrontent) et le sud, ont des causes locales,

mais s'expliquent aussi par la fragilité de certaines institutions étatiques et par l'accès disputé aux ressources et aux revenus permettant d'assurer la subsistance des populations.

Que faire ? À l'heure actuelle, l'application effective de l'accord et la coopération de toutes les parties impliquées, y compris de la société civile et de la population, restent les meilleurs moyens de lutter contre cette évolution. De même, il est nécessaire de développer des approches impliquant la société civile et la population dans son ensemble afin de garantir la paix.

Au niveau local, toutes les parties prenantes et les acteurs externes concernés doivent développer, par le biais des forums de dialogue et de réconciliation existants, des approches permettant de faire fonctionner des écoles, de créer des dispensaires et de résoudre les conflits inter et intra-communautaires. On pourrait par exemple combiner des accords de réconciliation limités dans l'espace et dans le temps avec des plans locaux de développement intégrant toutes les autorités traditionnelles et religieuses, mais aussi les représentants locaux du gouvernement, les femmes et les jeunes. Ces accords locaux, qui bénéficieraient du soutien et de l'accompagnement d'acteurs internationaux, ne généreraient pas la mise en œuvre d'une solution politique au niveau national, au contraire : s'appuyant sur les efforts de réconciliation déjà en cours au niveau local, ils auraient pour but de répondre aux besoins immédiats de la population, de créer un contexte de confiance et de préparer le terrain à une solution politique nationale pour les questions encore non réglées.

La mise en œuvre de telles mesures n'est toutefois possible que si le travail humanitaire, de paix et de développement va de pair avec une compréhension globale des questions de sécurité, et qu'elle est effectuée selon les principes d'une approche sensible aux conflits. Il est donc impératif qu'elles reposent sur une analyse détaillée des conflits prenant en compte l'économie locale, puisqu'en définitive, pour qu'une action soit une réussite, il faut qu'elle oppose aux trafics illégaux des alternatives économiques constructives. De plus, ces mesures ne doivent pas uniquement concerner le nord, mais aussi le centre et le sud, où il existe déjà certains plans locaux de développement, qui ne sont toutefois pas appliqués dans toutes les régions.

Dans ce type d'approche, la société civile a un rôle important à jouer : sa capacité à rapprocher des acteurs divers lui permet de contribuer au niveau local à la négociation d'accords de petite envergure. La société civile est la mieux placée pour jeter des ponts entre le processus politique d'une part, et les besoins et le potentiel de paix de la population d'autre part. C'est pourquoi elle doit aussi jouer un rôle plus important au sein du comité de suivi de l'accord de paix afin de le rendre plus inclusif et de l'ancrer plus efficacement dans la société. Pour autant, il ne faut pas attendre trop de la société civile, premièrement car il faudrait d'abord préciser qui la compose, et deuxièmement car elle est elle-même polarisée par des intérêts divergents. Il convient donc de se demander si et comment les acteurs externes peuvent aider la société civile non pas à jouer un simple rôle d'exécutante, mais un rôle d'actrice porteuse d'une vision et un d'engagement forts.

Si les acteurs internationaux et nationaux veulent faire un travail de prévention des conflits, ils doivent aussi prêter attention aux conflits qui existent dans d'autres régions du Mali, par exemple dans le sud. Là-bas aussi, les relations entre l'État et la société sont souvent empreintes de méfiance. Les structures étatiques sont bien présentes, mais la

majorité de la population cherche des solutions à ses problèmes auprès des autorités traditionnelles. Or ces dernières reflètent souvent les structures de pouvoir établies qui laissent peu de marge de manœuvre aux jeunes et aux groupes marginalisés notamment. Pourtant, la dérive des jeunes vers l'extrémisme violent a des causes profondes qui doivent être recherchées dans les réalités économiques et sociales ainsi que dans les structures de pouvoir existantes. Faire de la prévention des conflits, c'est donc s'attaquer à ces causes profondes.

Enfin, tous les acteurs internationaux doivent tenter de travailler au plus près du contexte, en ayant une bonne connaissance de ce dernier, en faisant preuve de flexibilité dans la mise en œuvre et de créativité dans les approches développées avec la population locale. Dans le nord et le centre, particulièrement, où toute intervention extérieure représente une cible potentielle pour les groupes extrémistes, cette proximité est un véritable défi. Il est d'autant plus indispensable de laisser une « empreinte » aussi discrète que possible lors de toute intervention. Ici aussi, la société civile internationale, nationale et locale a un rôle fondamental à jouer.

[swisspeace](#)

Sidonia Gabriel

sidonia.gabriel@swisspeace.ch

Head, Policy & Platform

[links](#)

- [Activités de swisspeace en Afrique de l'ouest](#)

dossier

Impressions d'une organisation malienne



Le travail de sensibilisation se poursuit aussi en temps de crise (2016, Bamako). IAMANEH Suisse

Depuis quelques mois, une nouvelle vague de violence frappe le nord du Mali. Chaque jour, des rebelles, des djihadistes ou des groupes criminels lancent des attaques ciblées, depuis peu également au centre du Mali. Outre les Casques bleus, les représentants des autorités et les politiciens locaux en sont la cible.

Le processus de paix a éveillé de grands espoirs de paix et de sécurité dans la population. La chaîne de télévision malienne ORTM retransmet chaque jour des informations sur l'accord de paix, selon la devise «comprendre pour s'entendre». Des flyers en plusieurs langues sont distribués et à Bamako, la capitale, le processus de paix est sur toutes les lèvres. Toutefois, l'espoir fait désormais place à la désillusion et, pour de nombreux Maliens, une paix durable semble être aujourd'hui remise à un avenir lointain.

Selon les collaboratrices et collaborateurs d'une organisation malienne partenaire de IAMANEH Suisse, beaucoup déplorent les progrès insuffisants du processus de paix, par exemple en ce qui concerne le désarmement. Le gouvernement est perçu comme décevant et inapte à protéger ses citoyens : « Nous sommes même trop faibles pour assurer notre propre sécurité ». D'autres estiment cependant que la résolution d'une crise aussi complexe et profonde nécessite davantage de temps. Il s'agit principalement de s'attaquer à des problèmes pressants tels que la question des terres et des ressources, la corruption et la mauvaise gestion.

Malgré l'insécurité croissante, les ONG locales ont étendu leur travail dans des régions jusqu'alors évitées. Pour ce faire, elles exercent leurs activités en terrain neutre, dans les villages. Elles refusent que leurs actions soient récupérées par l'une ou l'autre des parties : État, rebelles, islamistes, milices ou ONU (MINUSMA). Pour ces ONG, c'est l'unique moyen de mettre en œuvre leurs projets sans se retrouver projetées au cœur des conflits des différentes fractions.

IAMANEH Suisse soutient ses organisations partenaires au Mali à long terme et

durablement, y compris en temps de crise, lorsque aide et assistance sont indispensables.

[IAMANEH Suisse](#)

Maya Natarajan

mnatarajan@iamaneh.ch

Directrice

[links](#)

- [Projets de IAMANEH Suisse au Mali](#)

dossier

Du consensus à l'action : les Maliens s'engagent



Participant(e)s à la deuxième Conférence Nationale (mai 2016, Bamako). Interpeace

« La voie est très dure, qui mène au bonheur commun ». L'hymne national du Mali n'aurait pu résonner plus juste qu'aujourd'hui. Au cœur des préoccupations internationales, le Mali a entamé depuis quelques temps sa reconstruction. Afin de guider l'appui international, il était primordial que les Malien(ne)s identifient de manière consensuelle les obstacles à la paix à surmonter en priorité, puis d'élaborer les solutions pour une paix durable au Mali. C'est pourquoi, Interpeace et l'Institut Malien de Recherche Action pour la paix (IMRAP) ont mis en place le programme « Un Agenda pour la Paix au Mali », qui a la singularité d'engager toutes les couches de la société des régions maliennes et camps de réfugiés voisins dans de larges consultations. L'objectif est de générer un dialogue inclusif, une réflexion

poussée et un consensus national autour des obstacles à la paix, pour ensuite développer des solutions concrètes.

Moment clé du programme, la deuxième Conférence Nationale intitulée « Insécurité chronique, Mutations des valeurs : propositions de solutions pour la paix durable au Mali » avait pour but de présenter, d'approfondir et de valider les solutions à ces deux défis identifiés par les Malien(ne)s comme des priorités à la paix lors de la première Conférence Nationale. Véritable « miroir » du Mali, cette conférence tire sa légitimité de son inclusivité et de sa représentativité.

« Les Maliens ne se connaissent pas » ont affirmé nombre de participant(e)s. Comment attendre de l'État qu'il se reconstruise durablement si la société est désunie ? De surcroît, comment assurer l'efficacité des Forces de Défense et de Sécurité maliennes si un travail de reconstruction du lien de confiance entre ces dernières et la population n'est pas effectué au préalable ? Loin d'une cérémonie de validation de résultats, cette conférence illustre l'appropriation par les Malien(ne)s de tous les horizons de leur processus de consolidation de la paix, en validant et priorisant les solutions, mais également en s'engageant collectivement et personnellement dans leur mise en œuvre. Enfin donc, un processus de consolidation de la paix mené par les Malien(ne)s pour les Malien(ne)s qui reflète les réalités du pays.

[Interpeace](#)

Jean Simon Rioux

rioux@interpeace.org

Chargé de Programme Mali

[IMRAP](#)

Zoumana Fané

zoumana@imrap-mali.org

[links](#)

- [Le programme d'Interpeace au Mali](#)
- [IMRAP](#)
- [Interpeace, IMRAP. Autoportrait du Mali, les Obstacles à la Paix. Mars 2015](#)

dossier

Informer pour comprendre, dialoguer pour s'entendre



Au Studio Tamani. Fondation Hironnelle / Mark Elisson

Depuis 2012, la menace terroriste est très présente au Mali. Des groupes extrémistes perpétuent des actes de violences qui ont déjà fait plusieurs dizaines de morts. Toutefois, cette détérioration du climat sécuritaire n'empêche pas la poursuite du processus de paix entrepris par le gouvernement et les groupes armés. L'Accord de paix signé à Alger par tous les belligérants en 2015 démontre que la situation peut évoluer dans le bon sens, malgré les difficultés et les violences.

Studio Tamani, le programme radiophonique quotidien lancé par la Fondation Hironnelle au Mali en août 2013, s'inscrit dans ces efforts pour retrouver le chemin de la paix. La parole et l'échange sont les outils qu'utilise sa rédaction, composée de journalistes malien(ne)s, pour participer à ce processus. Avec des émissions telles que le « Grand Dialogue », Studio Tamani brise la glace entre des acteurs qui ne se parlaient pas. C'est le seul média qui invite régulièrement des représentants de la rébellion touareg dans son studio, permettant un dialogue entre toutes les composantes de la société. Studio Tamani est devenu une source d'information de référence dans le pays, notamment sur les sujets les plus sensibles tels que la radicalisation, l'excision ou le droit des jeunes et des femmes.

Chaque jour, grâce à sa rédaction de 20 journalistes permanents et 35 correspondants à travers le pays, Studio Tamani est en mesure de produire des informations fiables et complètes sur l'actualité du pays, dans cinq langues nationales, donc accessibles au plus grand nombre. L'accroissement de l'audience depuis 2013, avec 1,6 millions d'auditrices et d'auditeurs quotidiens fin 2015, prouve que son action répond à un vrai besoin d'information de la population. Face aux discours de haine et à la tentation de la violence, la Fondation Hironnelle continue ainsi de faire le pari du dialogue et d'une information fiable comme sources de compréhension et de rapprochement pour des communautés que tout semble opposer.

[Fondation Hironnelle](#)

Nicolas Boissez

nicolas.boissez@hironnelle.org

links

- [Fondation Hironnelle](#)
- [Studio Tamani](#)

dossier

Des méthodes de médiation traditionnelles pour résoudre les conflits

HELVETAS Swiss Intercooperation (HSI) est engagée depuis plus de dix ans dans la région de Kayes, au Mali, avec un programme local de promotion de la paix et de gouvernance locale démocratique unique en son genre.

Ce programme a mis en place des cadres de concertation où l'on pratique la médiation entre des parties en conflit au moyen de méthodes traditionnelles. En s'inspirant de ce modèle, le gouvernement a instauré depuis 2010 des Commissions Foncières (COFO) auxquelles participent des médiateurs engagés par l'État et conseillés par les membres du programme de gouvernance. Les COFO rassemblent des acteurs étatiques et non-étatiques pour tenter de résoudre des conflits dans une démarche commune faisant appel aux méthodes traditionnelles de médiation. Les processus de médiation utilisent par exemple le kotéba, une forme traditionnelle de théâtre participatif, qui permet d'exposer les différents points de vue ou de rechercher des solutions alternatives au conflit.

HSI, l'un des quatre membres du consortium international de ce programme financé par l'agence suédoise de coopération pour le développement international (ASDI), s'est investie dès le début dans la dimension de sensibilité au conflit du programme. Les collaborateurs du consortium et des organisations partenaires locales ont été formés par HSI à l'approche de sensibilité au conflit en trois étapes développée par l'organisation. HSI entend intensifier encore cet engagement au Mali.

L'Institut pour la paix des États-Unis (USIP) a récemment assuré HSI de son soutien financier pour une étude scientifique de ce travail. Il sera particulièrement intéressant de voir quels mécanismes traditionnels de résolution des conflits sont utilisés dans les Commissions Foncières, comment ils le sont, et quels effets ils peuvent avoir dans le processus de médiation. Les enseignements tirés de cette étude pourront aussi se révéler intéressants pour le processus de paix national.

[HELVETAS Swiss Intercooperation](#)

Regula Gattiker

regula.gattiker@helvetas.org

links

- [HELVETAS Swiss Intercooperation au Mali](#)
 - [HELVETAS Swiss Intercooperation, KOFF. Guide pratique : 3 étapes pour travailler en situations de fragilité et de conflit. 2013](#)
 - [Agence suédoise de coopération pour le développement international \(ASDI\)](#)
 - [Institut pour la paix des États-Unis](#)
-

dossier

Réforme du secteur de la sécurité et processus de paix

La poursuite des violences venant des groupes radicaux au Mali, un an après l'accord de paix, montre qu'une gouvernance plus durable en matière de sécurité est nécessaire à l'instauration d'une paix à long terme. Lorsque le gouvernement s'est engagé dans une réforme du secteur de la sécurité (RSS) en 2013, le DCAF l'a aidé à créer une structure nationale adéquate. Aujourd'hui, le ministère de la Sécurité identifie les domaines sectoriels à réformer, tandis que la société civile et les acteurs internationaux mènent des initiatives complémentaires. Pour soutenir la RSS au Mali, le DCAF collabore depuis 2014 avec les organes maliens de coordination de la réforme, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, ainsi qu'avec des organes du contrôle démocratique tels que la Commission nationale des droits de l'homme, les organisations de la société civile ou le Parlement.

Malgré le consensus sur la nécessité d'une RSS, l'organe central de coordination n'est pas encore opérationnel ; la cohérence entre les initiatives individuelles n'est donc pas assurée. En exigeant un conseil national inclusif pour la RSS, un service de police décentralisé sous autorité régionale et des comités consultatifs locaux pour la sécurité, l'accord de paix a rendu la réforme urgente. Un récent décret du Conseil des ministres devrait permettre à ces structures d'être opérationnelles sous peu et aux parties prenantes maliennes de définir une vision nationale et inclusive de la sécurité qui intègre les initiatives existantes dans un processus global.

Les responsables politiques du pays doivent veiller à ce que l'accord de paix intègre la RSS, et les partenaires internationaux doivent continuer à la soutenir et à y allouer des ressources. Il est important que le Mali et ses partenaires comprennent que l'urgence d'augmenter les capacités opérationnelles et la nécessité d'une gouvernance efficace à long terme vont de pair. Outre la formation et le matériel, la constitution d'un secteur de la sécurité efficace et tenu de rendre des comptes au Mali implique donc un changement dans sa gestion. Il faut dès à présent s'atteler à la tâche car la paix ne survivra pas en

l'absence d'une gouvernance appropriée en matière de sécurité.

DCAF

Armelle Vessier

a.vessier@dcaf.ch

Assistante de projet, programme Afrique

Lisa Boström

l.bostrom@dcaf.ch

Assistante de projet, programme Afrique

links

- [DCAF](#)
- [Programme d'actions du gouvernement malien pour la période 2013-2018](#)

dossier

Comblar le fossé entre les élus locaux et les citoyens



Les communes des régions rurales s'appuient sur les autorités traditionnelles pour prélever les taxes de développement. swisspeace/Lukas Krienbuehl

Les décisions de politique de développement local doivent être enracinées localement. Ce

constat, en apparence évident, lance en réalité de sérieux défis à la pratique de la gouvernance locale. En effet, l'implication d'autorités locales et d'organisations non gouvernementales comme représentantes des citoyens s'avère bien souvent insuffisante.

Le cas du Mali l'illustre bien : le processus de décentralisation a entraîné une délégation des compétences administratives de l'État aux communes et aux autres collectivités territoriales maliennes. Cependant, et ce malgré les efforts consentis, l'influence de la population sur les décisions publiques communales demeure restreinte, particulièrement dans les zones rurales. La superficie considérable de nombreuses communes complique l'accès des élus locaux aux populations et ce manque d'interaction citoyenne est aggravé par la légitimité contestée de certains politiciens communaux. Depuis quelques années et malgré le coup d'arrêt suite au putsch militaire et à l'éclatement de l'insurrection au nord du pays, le législateur malien a reconnu les chefs de village, de quartier et de fraction comme intermédiaires entre les collectivités territoriales et les citoyens. Néanmoins, l'intégration de forces religieuses et traditionnelles ou encore d'acteurs économiques dans les processus de gouvernance locale soulève des enjeux majeurs en termes de participation, de reddition des comptes, de transparence ou d'efficacité.

Cette problématique a fait l'objet d'une analyse dans le cadre d'un projet d'apprentissage de la Direction du développement et de la coopération (DDC) mis en œuvre par HELVETAS Swiss Intercooperation, l'Institute of Development Studies (IDS) et swisspeace. Ce projet a permis de développer un cadre d'analyse des institutions informelles de gouvernance locale. Les études de cas portant sur le Mali, la Macédoine, la Tanzanie et la Mongolie ont révélé que sans la mise à contribution d'acteurs informels, la mise en œuvre de politiques durables et pacifiques s'avérait plus difficile. Au Mali, comme en maints autres endroits, les systèmes hybrides constituent une forme de gouvernance qui offre de nouvelles opportunités à l'échelle locale.

[swisspeace](#)

Lukas Krienbuehl

lukas.krienbuehl@swisspeace.ch

Program Officer, Statehood

[HELVETAS Swiss Intercooperation](#)

Sarah Byrne

sarah.byrne@helvetas.org

Advisor, Local Governance & Civil Society

[links](#)

- [DDLGN learning project](#)
- [Étude de cas sur le Mali](#)

dossier

Le rôle des autorités

religieuses et traditionnelles

La crise malienne de 2012/2013 prouve à nouveau que de faibles relations entre État et société sont une cause fondamentale de fragilité pour un État. Elles constituent en outre un obstacle à l'efficacité des programmes de développement et augmentent le risque de conflits sociopolitiques violents. Partant de cette expérience, l'établissement de relations État-société constructives dans des régions de fragilité politique est devenue un élément incontournable du travail de politique de développement.

Cela vaut également pour l'engagement des organisations membres de FriEnt au Mali. En mars 2015, FriEnt a lancé, au moyen d'une table ronde sur le Mali, une réflexion à long terme sur les possibilités d'action dans ce contexte. La question débattue lors de la première rencontre, à laquelle six représentants maliens d'organisations partenaires locales étaient également invités, était la suivante : quelles relations entre quels institutions et acteurs publics ou civils pourraient concrètement faire progresser l'ancrage social des institutions étatiques ? Les participants maliens ont placé l'importance des autorités religieuses et traditionnelles au centre de la discussion. Les relations entre ces structures traditionnelles et les institutions étatiques nationales ou locales plus modernes sont très faibles. Selon les invités maliens, donner aux autorités traditionnelles et aux institutions religieuses la parole et la possibilité de participer face aux autorités publiques pourraient sensiblement augmenter les perspectives de réussite du processus de paix et de réconciliation.

En juin 2016, suite à ces discussions, FriEnt a organisé une rencontre pour échanger expériences et opinions sur le rôle des acteurs religieux dans la mise en œuvre de l'accord de paix. Les participant(e)s à cette table ronde étaient toutes et tous d'avis que les groupes religieux pourraient avoir une influence, certes de taille, mais également très ambivalente, sur la politique de paix. La question de savoir comment les acteurs externes pourraient renforcer le potentiel constructif de ces groupes, sans simultanément affaiblir la légitimité de l'État, reste sans réponse claire.

FriEnt

Angelika Spelten

angelika.spelten@frient.de

Représentante de l'INEF et de la plateforme ZKB

links

- «Versöhnung in Mali – wer mit wem und wie?» Article paru dans la publication Impulse 01-02.2016 de FriEnt (en allemand)
- FriEnt

Élaboration d'une stratégie de coopération conjointe pour le Mali

La crise malienne de 2012-2013 a démontré que les enjeux sécuritaires et politiques de la zone sahélo-saharienne dépassent les frontières de ce pays enclavé. Face à ce constat, la Suisse a décidé d'appréhender les défis politiques, sécuritaires, humanitaires et de développement dans une optique régionale et complémentaire, qui s'est traduit, il y a 3 ans, par l'élaboration d' « Axes stratégiques de l'engagement de la Suisse au Sahel » pour les années 2014 à 2018, posant le cadre de toute intervention de la Suisse dans cette région. Tous les départements et offices engagés au Sahel ont contribué à la réflexion, puis à la rédaction de ce document.

La mobilisation sans précédent de la communauté internationale autour du processus de paix au Mali, et désormais dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation signé il y a un an, reflète la préoccupation et l'importance accordées par les acteurs internationaux à la région du Sahel et en particulier au Mali. C'est dans ce contexte que la Suisse a lancé le processus d'élaboration d'une stratégie conjointe de coopération pour le Mali (2017-2020), qui repose sur la mise en œuvre coordonnée de trois instruments de politique étrangère de la Suisse, à savoir la Coopération Sud et l'Aide humanitaire de la DDC, ainsi que la Division Sécurité humaine. Elle sera mise en œuvre selon les principes d'une approche flexible (adaptation rapide des programmes à l'évolution du contexte) et sensible aux conflits (proximité avec les populations, dialogue politique, engagements avec un large spectre d'acteurs).

Avec cette nouvelle stratégie, la Suisse poursuit son engagement en faveur d'une paix durable et d'une réduction de la pauvreté au Mali. Celui-ci prendra en compte les causes profondes ayant mené à la double crise (rébellion et coup d'État) qu'a connu le Mali, parmi lesquelles figurent notamment la mauvaise gouvernance et le constat d'inégalités croissantes. Sous réserve d'approbation ultérieure, il est prévu que cette nouvelle stratégie s'articule autour des trois domaines suivants : 1) développement rural et sécurité alimentaire, 2) éducation de base et formation professionnelle et 3) gouvernance et paix. La Suisse contribuera ainsi activement à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Un budget annuel de CHF 25 millions (dont CHF 20 millions de la Coopération Sud) sera alloué à la mise en œuvre de cette stratégie.

Vincent Conus, Division Sécurité humaine du DFAE

[DFAE - Division Sécurité humaine](#)

Samira Cizero

samira-kumba.usman@eda.admin.ch

[DFAE - Coopération Sud](#)

Jean-Mathieu Bloch

jean-mathieu.bloch@eda.admin.ch

links

- [Axes stratégiques de l'engagement de la Suisse au Sahel 2014-2018](#)
- [L'engagement du DFAE au Mali](#)

pour aller plus loin

Quels sont les défis majeurs ? L'avis de la population malienne

Depuis son indépendance en 1960, le Mali a vécu plusieurs rébellions et périodes d'instabilité. En dépit de relations complexes entre ses diverses communautés, le pays a pourtant longtemps su trouver à travers son histoire le ressort nécessaire pour maintenir son unité. Toutefois, la crise de 2012 a mis au grand jour la fragilité de l'État malien ainsi que les problèmes sociétaux et structurels du pays. Une chose est claire aujourd'hui : pour trouver une réponse à la crise malienne, il ne suffit plus de traiter les questions de velléités indépendantistes et de clivage Nord/Sud mais avant tout d'analyser plus en profondeur les conflits latents existant sur l'ensemble du territoire. Après avoir interrogés près de 4700 Maliennes et Maliens, Interpeace et l'IMRAP (Institut Malien de Recherche Action pour la Paix), son organisation partenaire sur le terrain, ont dégagé quatre grands facteurs clés, considérés comme autant d'obstacles à la paix. Cette analyse des obstacles, compilée dans un rapport, se présente comme un aperçu des défis majeurs et vise à servir de base susceptible d'ouvrir la voie à des solutions concrètes pour la paix au Mali.

links

- [IMRAP, Interpeace. Autoportrait du Mali, les Obstacles à la Paix. Mars 2015](#)

pour aller plus loin

Processus de paix : quel rôle jouent les acteurs locaux ?

En octobre 2015, une détente surprenante est survenue dans le conflit au Mali à l'issue de négociations et de pourparlers menés à Anefis. La capitale Bamako a elle aussi connu une montée d'optimisme prudent, qui laisse espérer un règlement du conflit « venu d'en bas » et permettrait de redonner un peu d'élan à l'accord de paix signé en juin 2015. Ce rapport rédigé par l'International Crisis Group (ICG) met en lumière les possibilités offertes par les initiatives de paix menées par une partie des acteurs locaux lorsque, comme à Anefis, des dirigeants politico-militaires et des hommes d'affaires locaux, dont la légitimité ne repose pas forcément sur leur caractère traditionnel, sont impliqués dans les négociations. L'ICG continue toutefois d'estimer que la situation du pays demeure très fragile, comme le prouve l'attaque de l'hôtel Radisson commise le 20 novembre 2015 par des groupes tenus à l'écart des négociations. L'analyse des auteurs est suivie d'une évaluation du processus de paix et de quatre mesures essentielles pour éviter le retour à une mauvaise gouvernance et à la violence ainsi que pour relancer la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation.

links

- [International Crisis Group. Mali : la paix venue d'en bas ? Décembre 2015](#)

pour aller plus loin

Relations hommes-femmes et perspectives de paix au Mali

La marginalisation, les inégalités sociales et les clivages ancrés dans la société malienne sont à l'origine du conflit armé du pays. C'est également le cas des relations hommes-femmes et des rôles qui leur sont attribués, lesquels ont souvent été négligés dans les analyses de conflit ou intégrés seulement par obligation. Élargir la notion de genre aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, et considérer que les rôles attribués à chaque sexe et leurs relations mutuelles sont inhérents à l'analyse d'un conflit est loin d'être systématique. La présente étude, commandée par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Défense suédois, vise à avoir une meilleure compréhension du conflit armé au Mali. L'objectif est d'orienter les réflexions sur les politiques en matière d'aide internationale, au Mali comme dans les régions voisines, en examinant les

dynamiques du conflit local et notamment en mettant en exergue l'influence que le statut des hommes et des femmes ainsi que leurs relations mutuelles peuvent avoir sur ces dynamiques et sur les perspectives d'une paix durable.

links

- [Helené Lackenbauer, Magdalena Tham Lindell, Gabriella Ingerstad. Swedish Defence Research Agency. If our men won't fight, we will – A gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali \(en anglais\). Novembre 2015](#)

actualité

swisspeace / KOFF

Retour sur l'assemblée annuelle du KOFF

Plus de 30 représentants d'organisations membres ont participé le 12 mai 2016 à l'assemblée annuelle du KOFF. Après une année 2015 riche en événements, il s'est agi de prendre le pouls de la situation et d'évaluer quels étaient les enjeux mais aussi les opportunités qui se présentent désormais au KOFF.

La partie statutaire a notamment permis d'évoquer le positionnement du KOFF. De nombreuses organisations ont réitéré leur appel à un engagement politique renforcé du KOFF et à une présence accrue de la promotion de la paix dans le débat public suisse. Le KOFF a ensuite présenté son projet de conseil consultatif qui viendra remplacer le Steering Committee dès septembre 2016 et vise, entre autres, à améliorer la représentativité des organisations membres et leur accès aux prises de décision.

La partie thématique a permis à la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE de présenter ses priorités régionales et thématiques en matière de politique de paix et de droits humains, dans le but de renforcer les liens et les synergies entre la DSH et les ONG. La DSH a à cette occasion renouvelé son engagement pour le KOFF ainsi que son souhait d'entretenir un dialogue régulier avec les ONG en vue de développer des approches innovantes.

L'équipe du KOFF tient à remercier ses organisations membres pour leur participation, leur soutien et leur dynamisme tout au long de cette assemblée.

KOFF

Marie Seidel

marie.seidel@swisspeace.ch

Communications Officer

links

- [Rapport annuel 2015 : le KOFF en transition](#)

Rapport annuel 2015 de swisspeace «Prévenir et transformer les conflits»

Le rapport annuel de swisspeace passe en revue les diverses formes d'engagement de la fondation au cours de l'année dernière. Parmi les thèmes centraux figurent le rôle de la société civile dans la promotion de la paix ou encore le conflit en Syrie. Les activités de recherche et de soutien sont présentées de manière succincte et attrayante. Le rapport met également en avant des projets locaux et régionaux, ainsi que des mandats spécifiques et la conférence annuelle, durant laquelle Michael Møller, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a proposé des idées pour faire évoluer les Nations Unies. Les changements liés à la nouvelle stratégie 2016-2020 de swisspeace sont également présentés dans le rapport annuel.

swisspeace

Lukas Krienbuehl

lukas.krienbuehl@swisspeace.ch

Head of Communications

links

- [swisspeace. Prévenir et transformer les conflits. Rapport annuel 2015](#)

Cours « Business, Conflict & Human Rights »

Quelles sont les clés à fournir aux entreprises pour qu'elles se comportent de manière responsable en zone instable : le cours de swisspeace « Business, Conflict & Human Rights » explore cette question sous plusieurs angles. Il traite des dernières normes internationales sur les entreprises et les droits de l'homme, ainsi que des manières pratiques de les mettre en œuvre. Grâce au concours actif des participant(e)s et à l'échange de leurs expériences, le cours met en lumière les rôles et les stratégies des entreprises, des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile dans la promotion de pratiques commerciales responsables.

Les participant(e)s se familiariseront avec les réglementations, les normes et les initiatives aux niveaux national et international ; ils découvriront les meilleures pratiques et amélioreront leur capacité à mettre en œuvre et à promouvoir une gestion d'entreprise responsable ; ils apprendront à développer un plan d'action adapté à l'un de leurs projets actuels pour faciliter sa mise en œuvre et à mieux comprendre le point de vue d'autres parties prenantes.

Le cours aura lieu du 10 au 12 novembre 2016 à Bâle. Il peut constituer un module du Master of Advanced Studies (MAS) en promotion civile de la paix proposé par swisspeace et l'université de Bâle.

[swisspeace](#)

Ursina Bentele

ursina.bentele@swisspeace.ch

Program Officer, Training

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription](#)

actualité

Organisations membres



Justine Mbabazi, experte en conflit et en droits des femmes (Suisse, 2016). Femmes de Paix Autour du Monde

Le Rwanda : pays des femmes

Du 23 au 27 mai, Femmes de Paix Autour du Monde a organisé une semaine de manifestations sur le thème « Le Rwanda : pays des femmes ». Justine Mbabazi, experte en droits des femmes et en conflit, s'est rendue dans plusieurs villes pour expliquer comment

le Rwanda essaie de laisser le génocide derrière lui et quel rôle décisif les femmes jouent dans ce processus.

La table ronde du KOFF intitulée « Justice transitionnelle et réconciliation au Rwanda : leçons tirées d'une experte des questions de genre » a ouvert cette semaine au programme varié. Au cours de discussions avec les participant(e)s, Justine Mbabazi a raconté comment, après la tragédie, les femmes ont ensemble décidé de prendre en main le destin du Rwanda. « Après le génocide, tous avaient conscience que la politique des hommes avait échoué. Peu de gens ont donc opposé de résistance lorsque les femmes ont revendiqué les mêmes droits que les hommes et une participation équitable à la vie politique », a-t-elle expliqué. Justine Mbabazi s'est également exprimée dans deux lycées, aux universités de Berne et de Bâle, à la Rote Fabrik de Zurich, à l'ONU (Genève) et au Cinématte de Berne.

[Femmes de Paix Autour du Monde](#)

Meike Sahling

info@1000peacewomen.org

Directrice

[links](#)

- [Femmes de Paix Autour du Monde](#)

Surmonter la fragilité et soulager les souffrances humaines

La fragilité est un obstacle majeur au développement durable. Forte de ce constat, la Suisse consacrera, dans le crédit-cadre de la coopération internationale 2017-2020, un budget nettement plus élevé à son action dans les États fragiles. Au niveau international également, la Direction du développement et de la coopération (DDC) s'engage à lutter de manière pérenne contre la fragilité. Le 5 avril 2016, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a participé à Stockholm à la 5e réunion globale du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS). Les participant(e)s y ont convenu de poursuivre le « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles » et ont adopté la Déclaration de Stockholm, qui souligne le rôle fondamental du renforcement de l'État et de la consolidation de la paix dans le développement durable.

La Suisse, qui codirige le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) du CAD de l'OCDE, contribue aussi via le « New Deal » à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les contextes fragiles. En outre, les défis humanitaires dans les États fragiles sont désormais aussi explicitement pris en compte : lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul, la table ronde intitulée « Changer la vie des populations : de la fourniture d'une aide à l'élimination des besoins » a permis d'aborder la question de l'engagement nécessaire pour remédier durablement à la fragilité.

[DDC](#)

Simone Droz

simone.droz@eda.admin.ch

links

- [Le travail de la DDC dans les contextes fragiles](#)
- [Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État](#)
- [Déclaration de Stockholm](#)
- [INCAF](#)
- [Sommet mondial sur l'action humanitaire](#)

actualité

Organisations internationales partenaires

Dixième édition de l'Indice mondial de paix

L'Institut pour l'économie et la paix (IEP) a récemment publié la dixième édition de son Indice mondial de paix, qui classe 163 pays et territoires indépendants en fonction de leur niveau de paix. Cette édition montre que le degré de paix à l'échelle mondiale continue de baisser tandis que l'écart entre les pays les plus pacifiques et les plus en proie à la violence continue de s'agrandir. En outre, selon l'étude, l'impact du terrorisme a fortement augmenté, avec une hausse de 80% des victimes du terrorisme par rapport à l'an dernier et seulement 69 pays n'ayant pas connu d'incidents terroristes en 2015. Parmi les pays en bas du classement figurent la Syrie, mais aussi le Soudan du Sud, l'Iraq, l'Afghanistan et la Somalie.

links

- [Consulter la carte interactive](#)
- [Consulter le rapport](#)

La Colombie met en ligne la mémoire de ses guerres

Récits des victimes, sentences des tribunaux, journaux intimes, photographies : ce sont un plus de 160 000 documents sur les violences qui déchirent la Colombie depuis plus de 50 ans qui ont été récemment mis en ligne et en accès libre par le Centre National de Mémoire

Historique. En privilégiant les informations issues de la société civile et des organisations de victimes, cette banque de données dresse un portrait fidèle, dur et détaillé de la violence en Colombie. Elle constitue également un véritable outil de réparation.

links

- [Centre National de mémoire historique](#)
- [Archives en ligne \(en espagnol\)](#)

Sommet mondial sur l'action humanitaire

À l'occasion du Sommet mondial sur l'action humanitaire qui s'est déroulé du 23 au 24 mai dernier à Istanbul, une vingtaine d'organisations (parmi lesquelles International Alert, Saferworld ou encore Conciliation Ressources) ont appelé la communauté internationale à collaborer au-delà des cloisons existantes entre les domaines de la promotion de la paix, de l'aide humanitaire et du développement dans les situations humanitaires complexes. Dans un document commun intitulé « The Peace Promise », elles mettent en exergue cinq engagements fondamentaux et s'engagent elles-mêmes à promouvoir les synergies et les complémentarités nécessaires afin de réduire la souffrance humaine.

links

- [The Peace Promise](#)

calendrier

Événements

5 juillet 2016

Lausanne, Suisse

[Conférence-débat sur le travail en contexte de conflit](#)

Peut-on contribuer au développement de pays où l'État est inexistant ? Comment travailler sur le long terme dans un pays déchiré par un conflit ? Quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontées les organisations de développement ? Une conférence-débat organisée en partenariat avec la Fédération Genevoise de Coopération traitera de ces sujets le 5 juillet prochain à Lausanne. Sidonia Gabriel, directrice du KOFF, fera partie des intervenant(e)s.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

16 juillet 2016

Caux, Suisse

[Journée Portes Ouvertes à Caux](#)

Pour fêter son 70e anniversaire, le Centre de rencontres de Caux ouvre ses portes pour toute une journée durant la période des conférences. Profitez de cette occasion pour avoir un réel aperçu des conférences internationales et en apprendre davantage sur l'histoire du Centre de rencontres.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 10 juillet](#)

Du 9 au 11 septembre 2016

Zurich, Suisse

[Build Peace 2016](#)

Comment utiliser la technologie, l'art et la recherche au profit de la paix ? Telle est la question que se poseront les participant(e)s à la conférence « Build Peace 2016 » qui se tiendra à Zurich du 9 au 11 septembre 2016.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

17 septembre 2016

Berne, Suisse

[Séance d'information de PBI et PWS](#)

Peace Brigades international (PBI) et Peace Watch Switzerland (PWS) organisent une séance d'information à Berne pour en savoir plus sur les possibilités d'engagement en faveur des droits humains dans leurs projets comme en Suisse. L'occasion d'en apprendre davantage sur le travail concret des volontaires sur le terrain, le processus de formation et le fonctionnement des organisations. Une autre séance d'information aura lieu le 1er octobre 2016 à Zurich.

[Informations complémentaires](#)

[Contact](#)

21 septembre 2016

Genève, Suisse

[Geneva Peace Talks](#)

Même dans les contextes de conflit les plus hostiles et les plus difficiles, les initiatives de paix sont nombreuses. La quatrième édition des Geneva Peace Talks "Peace Happens" sera dédiée à ces initiatives et aux individus qui se cachent derrière elles pour leur accorder enfin l'attention qu'ils méritent. Cet événement public, qui a lieu dans le cadre de la journée internationale de la paix, est organisé par l'Office des Nations Unies à Genève, Interpeace, et la Geneva Peacebuilding Platform.

[Informations complémentaires](#)

Du 23 au 24 septembre 2016

Bâle, Suisse

[Module d'introduction du CAS de swisspeace en promotion civile de la paix](#)

Le module d'introduction du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS) aura lieu du 23 au 24 septembre 2016. Conçu pour les professionnel(le)s ayant suivi une formation universitaire, ce CAS propose une approche globale de la promotion civile de la paix, fournit une réflexion critique sur les pratiques de promotion de la paix et fait appel aux conclusions de la recherche actuelle.

[Informations complémentaires](#)

Du 14 au 15 octobre 2016

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Peacebuilding & Statebuilding »](#)

Du 14 au 15 octobre 2016 aura lieu le bloc thématique « Peacebuilding & Statebuilding » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile](#)

La formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile explique comment créer de « bonnes » théories du changement qui aideront les professionnels à acquérir une compréhension approfondie de leurs programmes et des effets de ces derniers. Elle aura lieu du 1er au 3 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription au cours « National Dialogue & Peace Mediation »](#)

Le cours « National Dialogue & Peace Mediation » organisé par swisspeace la Fondation Berghof permet de mieux comprendre, concevoir et favoriser les processus de dialogue national. Il fournit également une formation pratique d'amélioration des compétences de dialogue et de médiation et offre une réflexion critique sur les enseignements pouvant être tirés de cas précédents. Le cours aura lieu du 13 au 17 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Du 2 au 3 décembre 2016

Bâle, Suisse

Bloc thématique du CAS : « Business & Peace »

Du 2 au 3 décembre 2016 aura lieu le bloc thématique « Business & Peace » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Du 27 au 28 janvier 2017

Bâle, Suisse

Bloc thématique du CAS : « Dealing with the Past »

Du 27 au 28 janvier 2017 aura lieu le bloc thématique « Dealing with the Past » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern,
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Marie Seidel, Manuel Respondek, Stephan Kyburz
Mise en page Liliana Rossier
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Dans les rues de Bamako, 2006.
Copyright : Alexandre Baron/Creative Commons

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Le KOFF est un réseau d'échange et de dialogue animé par swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

Action de Carême	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
Alliance Sud	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
Appel de Genève	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
APRED	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
artasfoundation	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Baha'i	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
Brücke · Le pont	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Caritas Suisse	ICP	Friedensförderung
cfd	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development SWISSAID
Conseil suisse pour la paix	Interpeace	Terre des Femmes Suisse
Croix-Rouge Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	terre des hommes schweiz
DCAF	medico international suisse	World Vision Suisse
Eirene Suisse	MIR Suisse	
Entraide Protestante Suisse	mission 21	
Femmes de Paix Autour du Monde	miva – transporte l'aide	
Femmes pour la Paix Suisse	Organisation suisse d'aide aux réfugiés	
Fondation Caux – Initiatives et changement	Palmyrah	
Fondation Hironnelle		